



ROYAUME DU MAROC
INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE HALIEUTIQUE

**Adresse du Siège et laboratoires centraux de l'INRH : Boulevard Sidi Abderrahmane 2, Ain
Diab, 20 180- Casablanca**

TEL : 0522 94 07 01 / FAX : 0522 39 73 88

<p>TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CARÉNAGE DU NAVIRE AL AMIR MY ABDALLAH APPARTENANT À L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE HALIEUTIQUE (INRH)</p>

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° 03/2023

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent appel d'offres ouvert a pour objet les travaux d'entretien de carénage du navire AL AMIR MY ABDALLAH appartenant à l'Institut National de Recherche Halieutique (INRH).

Le présent règlement de la consultation a été établi en vertu des dispositions relatives à l'article 18 du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'INRH du 19 mars 2015 et amendé en date du 03 mai 2016.

ARTICLE 2 : MODES DE PASSATION DU MARCHÉ

Le marché qui sera passé suite au présent Appel d'offres ouvert sur offres de prix, est passé en application des dispositions du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'Institut National de Recherche Halieutiques du 19 mars 2015 et amendé en date du 03 mai 2016 (**l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et de l'article 17**).

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera conclu suite au présent Appel d'offres est l'Institut National de Recherche Halieutique sis au Boulevard Sidi Abderrahmane 2, Ain Diab, 20 180- Casablanca – Maroc.

ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement relatif aux conditions et formes de passation des Marchés de l'INRH.

1. Seuls peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglées les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
 - c) Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :
 - a) Les personnes en liquidation judiciaire,
 - b) Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente,
 - c) Les personnes ayant fait l'objet d'exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement des marchés de l'INRH précité.
 - d) Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marché.

ARTICLE 5 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS À FOURNIR PAR LES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions du règlement des marchés de l'INRH et de l'arrêté de la ministre de l'économie et des finances n°1982-21 du 14 décembre 2021 concernant la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires, les pièces à fournir par les concurrents **et qui doivent être déposées électroniquement au niveau du portail des marchés publics**, sont :

A/ Un Dossier administratif comprenant, outre le CPS paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page avec la mention « lu et accepté » :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation électronique des offres :

- a) Une déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique, comportant les mentions prévues à l'article 26 du règlement de l'INRH (et suivant le modèle joint en annexe) ;
- b) Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c) Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'INRH

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer l'appel d'offres, il est tenu de produire le complément de son dossier administratif par voie électronique à l'exception des pièces non encore dématérialisées dont la liste est fixée par le portail des marchés publics et ce dans les conditions fixées au règlement des marchés de l'INRH :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée déléguant son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'INRH. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet aux articles 24 et 25 du règlement des marchés de l'INRH ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.
- e) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B/Le dossier technique :

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant la date, la nature, le montant, et éventuellement le lieu des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
2. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant, les délais et année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation. Les attestations présentées dont les plus récentes datent de moins de 5 ans, doivent démontrer une activité continue du prestataire dans le domaine objet de l'appel d'offres.

C/Le dossier additif :

Chaque concurrent doit présenter :

- Un justificatif par lequel il prouve la réservation d'un poste en cale sèche et la fixation de la période de séjour du navire à sec, selon les cas suivants :
 - 1^{er} cas : Les candidats qui ne disposent pas d'infrastructures pour la mise à sec du navire pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres, doivent fournir des justificatifs concernant la réservation d'un poste en cale sèche ou un poste dans un chantier naval équipé d'élévateur de bateau ou autre dispositifs permettant la mise à sec du navire et la réalisation des travaux ;
 - 2^{ème} cas : Les candidats disposant d'infrastructures pour la mise à sec du navire (cale sèche ou élévateur de bateaux...), doivent réserver un poste de passage à sec du navire pour la réalisation de la prestation objet du présent appel d'offres.
- La Liste de l'équipe d'encadrement à affecter au chantier appuyée des CV des membres de l'équipe d'encadrement susvisés dûment signés par le chef de l'entreprise et par les intéressés.
- La Liste du matériel, type et caractéristique d'infrastructures (appuyés de photos) que le concurrent compte utiliser pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres.

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

- 1) **Au moment de la présentation de l'offre**, outre le dossier technique et additif en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 25 du règlement des marchés de l'INRH, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- 2) **S'il est retenu pour être attributaire du marché :**
 - a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'INRH. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du règlement des marchés de l'INRH ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

NB : En cas de groupement, cet agrément doit être fourni par chacun des membres.

Tous les documents exigés doivent être originaux ou des copies certifiées conformes à l'original.

ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement des marchés de l'INRH, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du Cahier des Prescriptions Spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le Bordereau des Prix et Détails Estimatifs ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 7 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

A/ Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement des marchés de l'INRH précité, les dossiers présentés par voie **électronique**, par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales (CPS) paraphé et signé comme suit :

1. Le dossier administratif précité ;
2. Le dossier technique précité ;
3. Le dossier additif ;
4. Une offre financière

L'offre financière comprend :

a- Un acte d'engagement, établi conformément au modèle ci-joint en annexe, par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. **Il est établi en un seul exemplaire.**

Cet acte dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent pour le même marché,

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés de l'INRH, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b- Le bordereau des prix et le détail estimatif,

Établis conformément aux modèles fixés par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres. Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres. Les prix unitaires du bordereau des prix- détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

B/ Présentation électronique des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions du règlement des marchés de l'INRH précité et de l'arrêté de la ministre de l'économie et des finances n°1982-21 du 14 décembre 2021 concernant la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires, les pièces produites par chaque concurrent sont insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique le concernant et ce dans le portail des marchés publics, comme suit :

a/ le dossier administratif, technique , additif et le CPS paraphé et signé avec la mention lu et accepté à la dernière page

b/ l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être fermée, cachetée et porter de façon apparente outre les indications portées sur le pli électronique, la mention « **offre financière** ».

ARTICLE 8 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS

Toutes les pièces contenues dans les dossiers et offres des concurrents doivent être rédigés en langue française.

ARTICLE 9 : MONNAIE DES PRIX DES OFFRES

Les prix des offres financières doivent être formulés en dirhams aussi bien pour les concurrents nationaux que pour les soumissionnaires non installés au Maroc.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham marocain. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions relatives à l'article 19 § 7 du règlement des marchés de l'INRH, exceptionnellement le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres. Elles seront introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci doit être publié conformément à l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du règlement des marchés de l'INRH. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 11 : INFORMATION ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : GROUPEMENTS

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique. Le groupement peut être soit conjoint soit solidaire conformément à l'article 140 du règlement des marchés de l'INRH précité.

ARTICLE 13 : DEPOT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'arrêté de la ministre de l'économie et des finances n°1982-21 du 14 décembre 2021, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent par voie électronique au niveau du portail des marchés publics.

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics.

Tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouvertures des plis.

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leur pli dans les conditions prévues à l'article ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 15 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

La commission d'appel d'offres procédera à l'examen et à l'évaluation des dossiers et des offres des concurrents et ce, conformément au règlement des marchés de l'INRH (articles 36, 38, 39, 40 et 41).

L'offre à retenir est l'offre la moins disante du concurrent ayant produit les pièces exigées ou ayant confirmé les rectifications demandées ou régularisé les discordances constatées ou ayant justifié son offre jugée anormalement basse ou excessive ou le ou les prix anormalement bas ou excessifs.

La procédure de jugement des offres se déroulera en phases comme suit :

a/ ANALYSE DES DOSSIERS ADMINISTRATIF TECHNIQUE ET ADDITIF :

Les dossiers administratifs, techniques et additifs seront examinés conformément aux dispositions de l'article 36 du règlement des marchés de l'INRH

Cet examen préliminaire se matérialisera par l'une des deux conclusions suivantes :

- Acceptation de l'offre ;
- Rejet de l'offre pour non-conformité aux dispositions du présent règlement de consultation.

b/ ANALYSE FINANCIERE DES OFFRES :

Les offres seront jugées sur la base de l'offre financière sous réserve des vérifications et application le cas échéant des dispositions prévues des articles 40 et 41 du règlement des marchés de l'INRH.

Parmi les soumissionnaires retenus suite à l'évaluation des dossiers administratifs, techniques et additifs, **sera déclaré attributaire celui dont l'offre financière est la moins disante.**

ARTICLE 16 : RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT

1. Aucun soumissionnaire ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée ou s'il n'a pas été donné suite à l'appel d'offres. Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.
2. Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut être modifié par l'autorité compétente

**REGLEMENT DE CONSULTATION RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° 03/2023**

Etabli en application des dispositions du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de de l'INRH du 19mars 2015 et amendé en date du 03 mai 2016.

**SIGNATURE DU DIRECTEUR DE L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE
HALIEUTIQUE OU SON DELEGATIRE**

P. LE DIRECTEUR DE L'INSTITUT
NATIONAL DE RECHERCHE HALIEUTIQUE
LE SECRETAIRE GENERAL
Mohammed AMRANI

**MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR
DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)**

Mode de passation Appel d'offres ouvert sur offres des prix N° / 2023 du / /

à h mn

Objet du marché en :

A-Pour les personnes physiques

Je soussigné, (nom, prénom, et qualité)

Numéro de tél..... numéro du fax adresse électronique..... agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n° (1) n° de patente..... (1)

N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR(RIB)

B - Pour les personnes morales

Je soussigné, (nom, prénom et qualité au sein de l'entreprise)

Numéro de tél..... numéro du fax

Adresse électronique.....

Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société) au capital de

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu.....

Affiliée à la CNSS sous le n°..... (1)

Inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n° (1)

N° de patente (1)

N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR(2) (RIB), en vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Déclare sur l'honneur :

1 - m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;

2 - que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'INRH du 19 mars 2015

3 - Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;

4 - m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement de l'INRH précité ;
- que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maitres d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
- à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc ; (3)

5 - m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;

6- m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.

7- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement de l'INRH précité.

8- je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature ;

9- je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement de l'INRH précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....,le.....
Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

(3) Lorsque le CPS le prévoit.

(4) à prévoir en cas d'application de l'article 139 du règlement fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'INRH

(*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur

MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT ACTE D'ENGAGEMENT

A. Partie réservée à l'administration

L'objet AO/2023:

Passé en application des articles 16,17, 18,19 et 20 du règlement des marchés de l'INRH fixant les conditions et les formes de passations des marchés de l'état ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

B. Partie réservée au concurrent

b) Pour les personnes physiques :

Je soussigné : Agissant en mon nom et pour mon propre compte,

Adresse du domicile à

Affilié à la C.N.S.S sous le n_

Inscrit au registre de commerce de sous le n_

N_ de Patente :

c) Pour les personnes morales :

Je soussigné :

Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société).

Au capital de :

Adresse du siège social

Adresse du domicile élu

Affilié à la C.N.S.S sous le n_

Inscrit au registre de commerce de sous le n_

N_ de Patente:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) Remets, revêtu de ma signature un bordereau de prix et un détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres.

2) m'engage à exécuter les dites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi-même lesquels font ressortir :

Montant hors T.V.A :(en lettres et en chiffres)

Montant de la T.V.A (taux en %) :(en lettres et en chiffres)

Montant T.V.A comprise : (en lettres et en chiffres)

L'INRH se libère des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte.....(à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à(localité), Sous le numéro

Fait àle